

*Questions orales*

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Madame le Président, bien entendu, je ne connais pas la réponse exacte à cette question, mais il y a une chose qui me vient à l'esprit. Si le Canada insistait pour faire du commerce uniquement avec les pays que tous les Canadiens respectent, les échanges commerciaux seraient plutôt rares. Par exemple, certains de mes collègues du Nouveau parti démocratique diraient probablement que nous devrions rompre régulièrement nos relations commerciales avec les États-Unis. Voilà ma pensée pour aujourd'hui. Si un pays a des échanges commerciaux uniquement avec les pays qu'il aime, il réduit sensiblement ses chances de devenir prospère. Puisque les Canadiens aiment et détestent des pays différents, il serait très difficile de faire un choix.

\* \* \*

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES****LE SALVADOR—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'INVITER LE PRÉSIDENT À VENIR AU CANADA**

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou à son suppléant. Étant donné que le gouvernement a fêté et honoré de diverses façons le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, le gouvernement compte-t-il inviter le président du Salvador, M. Majano, à venir au Canada pour y avoir des entretiens et présenter son point de vue sur la crise qui sévit dans son pays, et dans l'affirmative, a-t-on fait des ouvertures en ce sens?

[Français]

**L'hon. Charles Lapointe (ministre d'État (Relations extérieures)):** Madame le Président, comme je l'ai indiqué aujourd'hui dans ma première réponse, il y a trois semaines nous avons reçu le vice-ministre des Affaires étrangères du Salvador afin de poursuivre le dialogue avec les autorités de ce pays. Le sous-secrétaire adjoint canadien aux Affaires extérieures s'est également rendu au Salvador il y a environ deux mois, en décembre dernier je crois, afin de poursuivre plus avant le dialogue avec les autorités salvadoriennes.

[Traduction]

**L'AIDE EXTÉRIEURE**

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Il doit certainement savoir que l'on accorde encore des millions de dollars d'aide au Nicaragua, tandis que le Salvador, qui a choisi la démocratie et qui prévoit tenir des élections générales cette année, s'est vu retirer pratiquement toute forme d'aide. Le ministre dirait-il si cette question fait actuellement l'objet d'une révision? Si non, comment peut-il justifier que l'on vienne en aide à un pays socialiste comme le Nicaragua et que

l'on refuse toute aide digne de ce nom à un pays qui a choisi la démocratie?

[Français]

**L'hon. Charles Lapointe (ministre d'État (Relations extérieures)):** Madame le Président, l'honorable député semble ignorer que des combats se poursuivent à l'heure actuelle à l'intérieur du territoire salvadorien, et nous avons toutes les raisons de croire qu'il existe même des appuis militaires provenant de l'étranger. La politique canadienne, en général, a toujours consisté à se tenir éloigné des pays en conflit ou en guerre civile où il y a des mouvements de rébellion et des combats. En ce qui concerne l'aide apportée au Nicaragua, je crois que ce dernier est un pays parmi les plus défavorisés au monde qui, quelle que soit sa couleur politique, connaît un régime stable, et a besoin dans son plan de reconstruction de l'aide de tous les pays industrialisés, et je crois que le Canada remplit son rôle de partenaire responsable dans la communauté internationale en donnant de l'aide à ce pays.

\* \* \*

**LES RELATIONS EXTÉRIEURES****L'INVITATION AU SALVADOR**

**M. Maurice Dupras (Labelle):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Relations extérieures), et elle est supplémentaire à celle que lui adressait le député de York-Peel, laquelle avait trait à une invitation adressée au président Magana du Salvador pour venir au Canada. Si on a l'intention d'inviter le vrai chef du Salvador, je voudrais demander au ministre d'État s'il ne devrait pas plutôt inviter le général Garcia et M. Roberto Da Buisson, lesquels sont vraiment les deux patrons au Salvador, et non le président.

**L'hon. Charles Lapointe (ministre d'État (Relations extérieures)):** Madame le Président, on peut se rendre compte par ces deux questions de la difficulté que nous éprouvons à faire parvenir une invitation au Salvador.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ADMINISTRATION****L'ENTENTE SUR LE CHARBON DU CAP-BRETON—LA NOTE DE SERVICE ÉCRITE PAR LE SOUS-MINISTRE LE 15 JANVIER 1981**

**Le très hon. Joe Clark (Yellowhead):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances au sujet de son sous-ministre. Le ministre peut-il nous dire si son sous-ministre a reçu une réponse à la note qu'il a adressée le 15 janvier 1981 à son ministre d'alors au sujet de l'affaire Gillespie?